

# République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

## INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes<sup>1</sup>. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

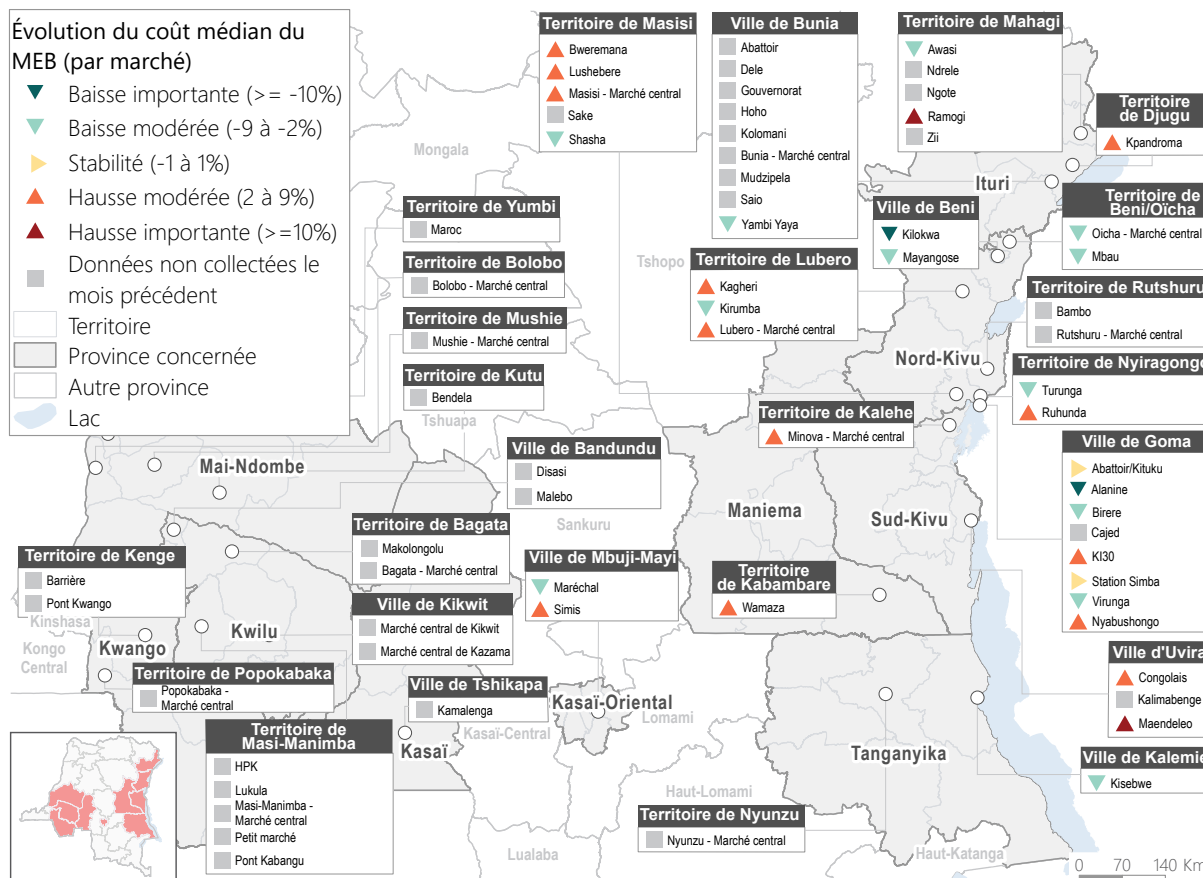
C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

## Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché

Évolution du coût médian du MEB (par marché)

- ▼ Baisse importante ( $\geq -10\%$ )
- ▽ Baisse modérée (-9 à -2%)
- ▶ Stabilité (-1 à 1%)
- ▲ Hausse modérée (2 à 9%)
- ▲ Hausse importante ( $\geq 10\%$ )
- Données non collectées le mois précédent
- Territoire
- Province concernée
- Autre province
- Lac



- 14 Organisations partenaires
- 69 Marchés évalués
- 1155 Commerçants enquêtés
- 68% Femmes commerçantes
- 8 Produits évalués<sup>4</sup>
- Du 18 au 28 février
- Dates de collecte

### Coût médian du MEB

381'196 FC

170 USD<sup>2</sup>

- 369 FC ▶ 0%

Minimum : 254'867 FC

Maximum : 727'741 FC

### Taux de change

Officiel

1 USD = 2'248 FC ▲ +2%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC ▶ 0%

## MESSAGES CLÉS

- Le coût médian du MEB, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, resté stable entre janvier et février. Il s'élevait à **381'196 francs congolais (FC)** et variait de 254'867 FC au marché Kamalenga à Tshikapa à 727'741 FC au marché central de Bolobo à Bolobo.
- En février, les marchés évalués dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu ont enregistré des **hausse du coût médian du MEB**. Les prix de la farine de manioc et des haricots ont augmenté considérablement **aux marchés central et Congolais**. Selon un média local, cette situation résulterait en partie de la fermeture des frontières avec le Burundi<sup>3</sup>.
- Dans le territoire de Mahagi, la majorité des marchés suivis (4 sur 5) ont enregistré une forte hausse du coût médian du MEB entre janvier et février, principalement portée par l'augmentation des prix des produits alimentaires, notamment la farine de maïs et les haricots, ainsi que de certains articles non alimentaires comme le savon. Malgré ces hausses marquées, peu de commerçants ont déclaré une augmentation des prix, qu'ils attribuent principalement à la hausse des coûts imposés par les fournisseurs.
- Les marchés évalués dans le territoire de Kalehe avaient globalement des problèmes graves de fonctionnalité. Une faible **abordabilité des prix des produits**, déjà constaté en janvier, s'est cumulée à une **accessibilité physique réduite** aux marchés, ce qui explique cette détérioration.

## MEB

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

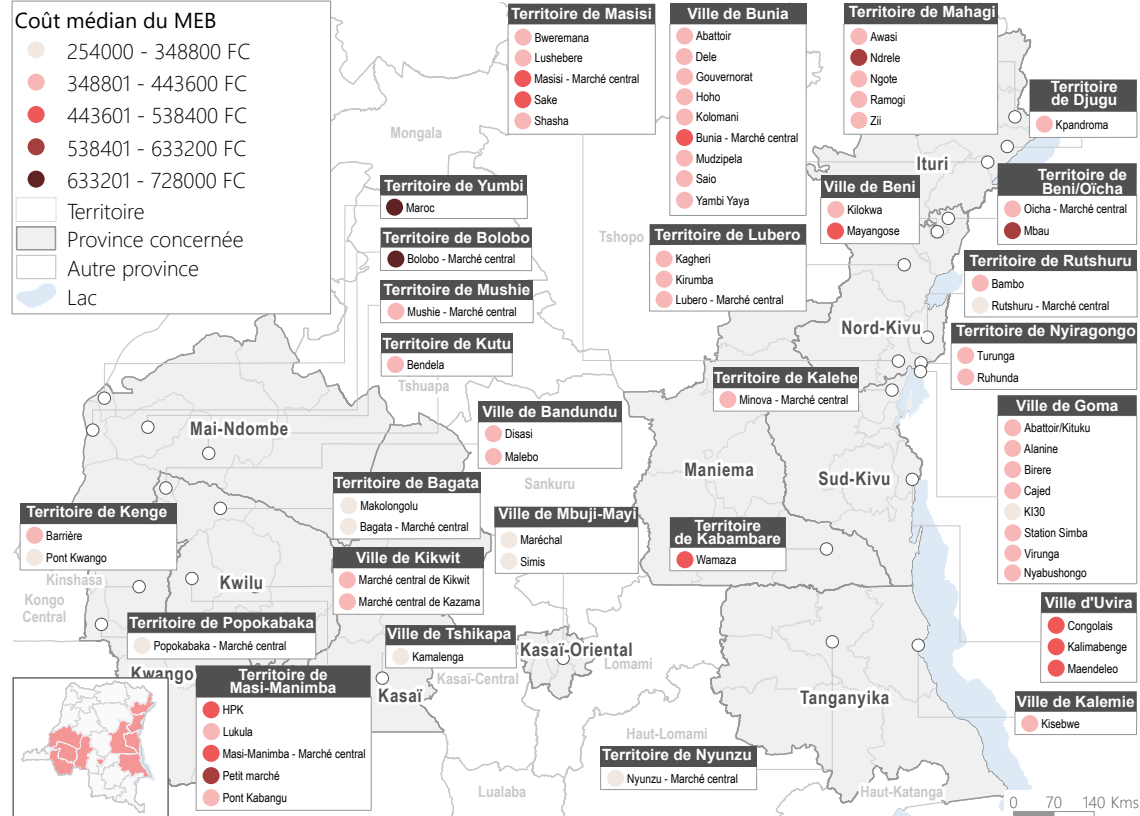
Articles alimentaires	Qté/ménage/mois
Farine de maïs	45 kg
Farine de manioc	45 kg
Haricots	32,4 kg
Huile	3,96 L
Sel	0,9 kg

Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté/ménage/mois
Savon vaisselle/lessive en barre (200 g)	6 pièces
Savon de bain en barre (250 g)	6 pièces
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg

Articles ménagers essentiels (AME) <sup>5</sup>	Qté/ménage/an
Natte deux places	3 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Couverture 2 places	3 pièces
Bidon en plastique de 20L	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	2 pièce
Seau de 20L avec couvercle	1 pièce
Articles essentiels de cuisine <sup>6</sup>	1 kit (42,72 USD)

Autres dépenses <sup>7</sup>	Type de dépenses	Coût mensuel <sup>8</sup>
Santé	Soins primaires et secondaires et santé sexuelle et reproductive	8,33 USD
Éducation	Kits, uniformes et frais indirects	16,67 USD
Abri	Entretien du logement	20 USD

## Coût médian du MEB par marché



## Tendances principales

- Hausse du coût médian du MEB sur les marchés d'Uvira au Sud-Kivu :** Les coûts médians du MEB calculés sur les marchés central et Congolais ont enregistré respectivement une augmentation de 12% et 9% en février par rapport au mois de janvier. Au marché central, il est ainsi passé de 459'070 FC en janvier à 513'709 FC en février et au marché Congolais de 445'854 FC à 485'473 FC sur la même période. Ces hausses s'expliquent principalement par l'augmentation des coûts médians du panier alimentaire et du panier EHA. Concernant les denrées alimentaires, une forte augmentation des prix médians de la farine de manioc et des haricots ont été observée ainsi qu'une forte hausse des prix des savons de bains et des combustibles pour les articles EHA. Si la quasi-totalité (3/4) des commerçants interrogés au marché central vendant des produits alimentaires aurait déclaré que les prix de ces articles restaient stable, les commerçants du marché Congolais (2/5) ont par contre rapporté des hausses des prix de ces articles qu'ils ont justifié par la hausse des prix pratiqué par les fournisseurs et par l'insécurité qui a rendu le réapprovisionnement plus difficile. En parallèle, selon un média local, cette situation résulterait en partie de la fermeture des frontières avec le Burundi.

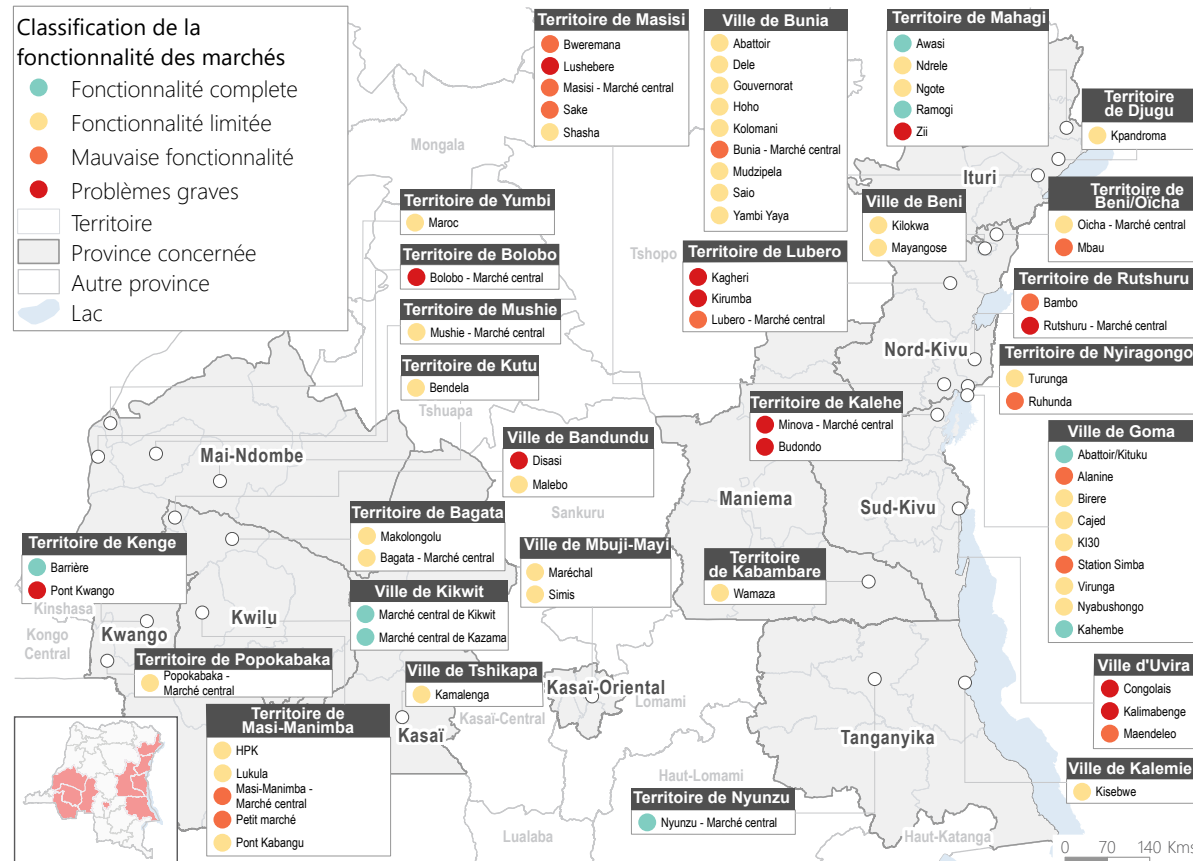
- Dans le territoire de Mahagi, 4 marchés sur 5 ont connu une importante augmentation du coût médian du MEB :** En effet, seul le marché Awasi a enregistré une baisse du coût médian du MEB entre janvier et février (-4%). Pour les autres marchés, entre janvier et février, des hausses du coût médian du MEB ont été constatées, plus spécifiquement de 19% sur le marché Zii, 16% sur le marché Ndrele, 16% sur le marché Ngote et 12% sur le marché Ramogi. Ces augmentations ont été principalement entraînées par la hausse du coût médian du panier alimentaire, avec des augmentations importantes du prix médian de plusieurs articles, en particulier la farine de maïs (avec les plus fortes hausses : +48% à Ramogi et +43% à Ngote) et les haricots (+70% à Zii, +53% à Ngote). Des hausses importantes ont également été observées pour le panier EHA, notamment liées au prix médian du savon de bain (+174% à Ramogi, +118% à Zii). Malgré ces hausses, parmi les 28 commerçants interrogés sur ces 4 marchés, seulement 5 (1 sur 8 à Ramogi et 4 sur 11 à Zii) ont signalé une augmentation des prix par rapport au mois précédent, indiquant la hausse des prix pratiqués par les fournisseurs comme raison principale.
- La plus forte augmentation du coût médian du MEB entre janvier et février a été enregistrée au marché de Bambo (Rutshuru) :** En effet, le coût médian du MEB sur ce marché est passé de 333'291 FC en janvier à 432'938 FC en février, soit une augmentation de 29%. Cette hausse est liée à une forte augmentation du prix médian de la farine de maïs, qui se vendait à 600 FC/kg en janvier, tandis que le prix médian enregistré en février atteignait 3'000 FC/kg, soit cinq fois le prix médian du mois précédent. Par ailleurs, 2 commerçants sur 4 vendant des produits alimentaires ont rapporté une hausse des prix, qu'ils attribuent à l'augmentation du taux de change, à une baisse de l'offre liée à l'insécurité, ainsi qu'à la hausse des prix pratiqués par les fournisseurs. De plus, l'ensemble des commerçants interrogés (4/4) ont mentionné des difficultés de réapprovisionnement, qui pourraient également expliquer cette hausse, notamment en raison de l'état des routes (4/4), du coût du transport (3/4), de l'insécurité (2/4) et de l'instabilité du taux de change (2/4).

## SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions<sup>9</sup>:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

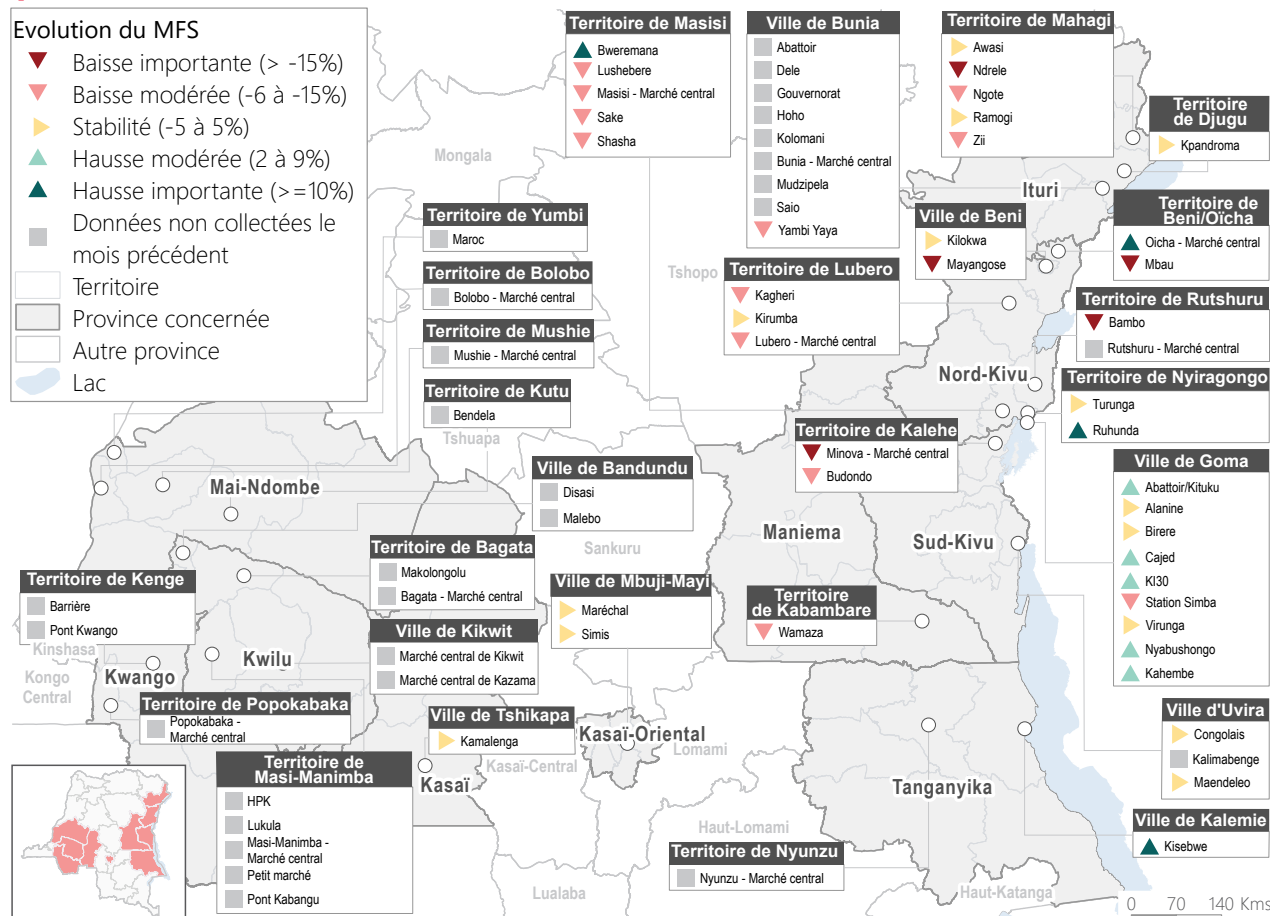
## Classification de la fonctionnalité des marchés



## Classification de la fonctionnalité des marchés<sup>10</sup>

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

## Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché

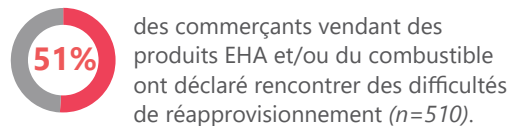
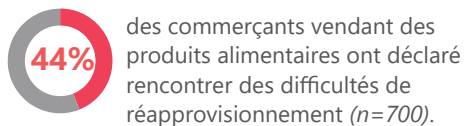


## Tendances principales

- De graves problèmes de fonctionnalité ont été identifiés sur les marchés évalués dans le territoire de Kalehe** : Si le marché de Budondo à Minova présentait déjà de graves problèmes de fonctionnalité en janvier, notamment en raison d'une faible abordabilité des prix de produits, d'infrastructures limitées et d'une faible résilience des circuits de réapprovisionnement, **le marché central de Minova a évolué d'une fonctionnalité limitée en janvier à des problèmes graves de fonctionnalité en février**. Bien que les deux marchés présentaient déjà une faible abordabilité des prix des produits, **une dégradation importante de l'accès physique a été constatée entre janvier et février**. Par exemple, au marché central de Minova, en janvier, tous les commerçants (41/41) ne signalaient aucun problème d'accès physique. En février, en revanche, 9 commerçants sur 26 ont déclaré rencontrer des problèmes d'accès physique, notamment en raison des combats dans la région (6/9), de bâtiments dangereux (2/9), de dangers sur les routes (2/9) et de transports limités (2/9). Une diminution du score lié aux infrastructures a également été notée sur le marché central de Minova, notamment en raison d'une **nette baisse du nombre de commerçants acceptant des formes de paiement autres que les espèces** : 20 commerçants sur 41 déclaraient accepter le crédit en janvier, contre aucun sur 26 en février.
- Amélioration de la fonctionnalité des marchés Kahembe et Nyabushongo à Karisimbi (Goma)** : Entre janvier et février, le marché Kahembe a évolué d'une fonctionnalité limitée à une fonctionnalité complète, tandis que celui de Nyabushongo est passé d'une mauvaise fonctionnalité à une fonctionnalité limitée. Pour le **marché Kahembe**, cette amélioration est due à une **meilleure abordabilité des prix des produits** : en janvier, 18 commerçants sur 27 signalaient des difficultés financières des clients pour accéder aux articles, contre 13 sur 15 qui ne rapportaient aucun problème financier de la part de leurs clients en février. En revanche, pour le **marché Nyabushongo**, alors que des problèmes d'abordabilité persistaient en février, **une amélioration de l'accès physique et routier a été rapportée par les commerçants**. En janvier, 4 commerçants sur 11 signalaient des problèmes d'accès liés aux couvre-feux, aux restrictions de mouvement, ainsi qu'aux dangers sur les routes et aux combats dans la région, tandis qu'en février, 4 commerçants sur 5 ne signalaient aucun problème d'accès physique.

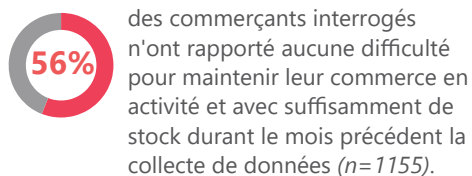
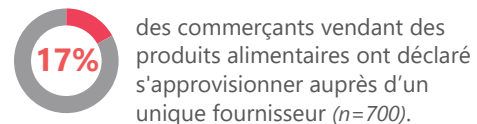
- Grâce au soutien des partenaires ICSM, la couverture a été étendue à 18 nouveaux marchés dans les provinces du Kwango, Kwilu et Maï-Ndombe** : En l'absence de données pour les mois précédents, aucune évolution ne peut être analysée. La majorité de ces marchés présentaient des niveaux de fonctionnalité limités à complets, bien que certains se distinguent par des difficultés importantes. **Dans la province du Kwango**, parmi les trois marchés suivis, **le marché Pont Kwango à Boko présentait le score le plus bas (35/100) de tous les marchés suivis en février, avec de graves problèmes de fonctionnalité**. Ces problèmes incluaient une très faible accessibilité (4/25), une faible abordabilité des prix des produits, une résilience limitée des circuits d'approvisionnement ainsi que des infrastructures très limitées. **Dans la province de Kwilu**, parmi les 11 marchés suivis, **un marché (Disasi à Bandundu) présentait de graves problèmes de fonctionnalité**, en particulier liés à une faible abordabilité des prix des produits, en raison des difficultés financières des clients, mais également de l'incapacité des commerçants à prévoir les prix que les fournisseurs pratiqueront dans les mois suivants. Des problèmes de résilience ont également été rapportés, ainsi que des infrastructures de stockage et de paiement très limitées. De plus, **deux autres marchés situés à Masi-Manimba (marché central et petit marché) présentaient une mauvaise fonctionnalité en février**. Tous deux avaient des problèmes d'abordabilité, tandis que le marché central présentait une résilience limitée : un tiers des commerçants (6/18) vendaient des produits alimentaires dépendant d'un seul fournisseur, et la moitié des commerçants (13/26) signalait des difficultés à maintenir leur commerce ouvert avec un stock suffisant. Sur le petit marché, des problèmes d'infrastructures de stockage et de paiement ont également été signalés par les commerçants. **Parmi les quatre marchés suivis dans la province du Maï-Ndombe**, **trois présentaient une fonctionnalité limitée en février, tandis que le marché central de Bolobo avait de graves problèmes de fonctionnalité**, avec un score de 45/100, le deuxième plus bas de tous les marchés suivis en février. Ce marché présentait de **grandes difficultés d'accessibilité sur toutes les dimensions** (physique, sécuritaire, sociale et routière), ainsi qu'une **faible abordabilité des prix des produits** et une résilience limitée. **Tous les commerçants rapportaient des difficultés à maintenir leur commerce ouvert avec un stock suffisant**, en particulier en raison de l'indisponibilité de produits (14/17), des difficultés liées aux prix pratiqués par les fournisseurs (14/17), des insuffisances financières (13/17) et des problèmes d'accès (12/17).

## RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

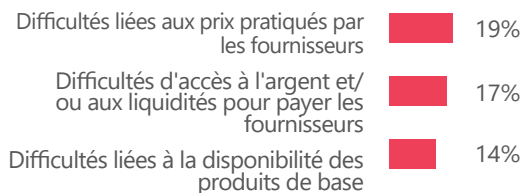


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :  
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (n=311)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (n=261)	
1	Mauvais état des routes	55%	Mauvais état des routes	51%
2	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	38%	Coût élevé du transport	36%
3	Insécurité	30%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	35%

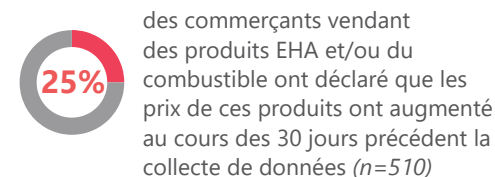
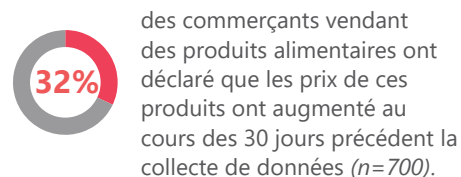
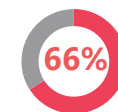


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1155)



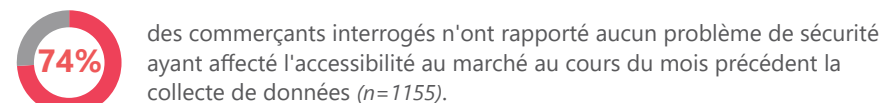
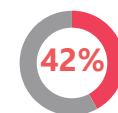
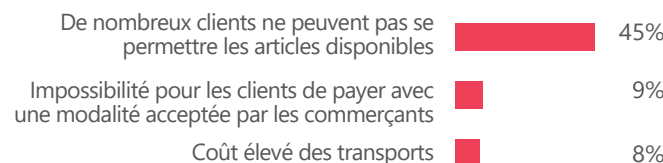
## PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=758)



## ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1155)



## Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée.

### Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

## Partenaires de l'initiative :



Pour un monde sans faim



## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

**NOTES DE FIN**

1 OCHA, janvier 2026, [République Démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2026](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Journal des nations, février 2026, [Uvira : la fermeture des frontières burundaise fait flamber les prix des denrées alimentaires](#).

4 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux de janvier 2026.

5 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommés annuellement.

6 Le coût des articles essentiels de cuisine, bien qu'ils fassent partie du panier AME,

n'est pas collecté et reste fixe. De manière similaire aux coûts de la composante « autres dépenses », ce coût fixe mensuel a été défini par le cluster Abris/AME lors de la révision de la composition du MEB. Le coût mensuel des articles essentiels de cuisine a été estimé à 3,56 USD par mois et par ménage.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été définis par les clusters concernés lors de la révision de la composition du MEB.

8 Les coûts des biens et services composant les autres dépenses ont été initialement collectés en dollars américains auprès des clusters sectoriels. Pour le calcul du MEB et afin de refléter plus fidèlement la réalité du marché local, ces coûts ont ensuite été convertis en francs congolais selon le taux de change médian utilisé par les commerçants et relevé par l'ICSM sur chaque marché mensuellement. Au niveau des zones de santé, territoires, provinces, les coûts fixes ont été convertis en francs congolais en prenant le taux de change médian pour la zone de santé, territoire ou province considérée. Ainsi, les coûts fixes pourront varier mensuellement en fonction du taux de change mesuré.

9 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous performance au niveau de la

résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

10 La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités.

## Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Février 2026	<a href="#">Base de données</a>	
Janvier 2026	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Décembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Analyses de tendances 2025	<a href="#">Évolution du coût médian du MEB</a>	<a href="#">Fonctionnalité des marchés</a>
Analyse de la chaîne d'approvisionnement à Bunia	<a href="#">Termes de référence</a>	<a href="#">Plan d'analyse</a>

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).